

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 05/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SENALIA UNION

ZA Les Herbages
76170 Lillebonne

Références : 20240529-ARInstallationsELEC
Code AIOT : 0005803721

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/05/2024 dans l'établissement SENALIA UNION implanté LA VALLEE DE LILLEBONNE ZA DES HERBAGES 76170 LILLEBONNE. L'inspection a été annoncée le 08/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SENALIA UNION
- LA VALLEE DE LILLEBONNE ZA DES HERBAGES 76170 LILLEBONNE
- Code AIOT : 0005803721
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Stockage et chargement/déchargement de blé et de pellets

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- ATEX
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Périodicité du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
3	Plan d'action suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
5	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose du rapport de contrôle annuel des installations électriques daté de moins d'un an. Ce rapport relève des observations qui sont prises en compte par l'exploitant.

Afin de vérifier la prise en compte des limites d'intervention, en particulier les points 2 et 4 liés au contrôle des matériels en zone ATEX, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées le prochain rapport de contrôle des installations électriques (2024) dans un délai de 2 mois. Il est attendu que le rapport soit explicite sur la vérification des installations électriques dans les zones ATEX.

Par ailleurs, le rapport d'adéquation du matériel en zone ATEX présente des non-conformités que l'exploitant s'est engagé à traiter dans les 12 mois. L'exploitant transmettra à l'issue de ce délai son rapport d'adéquation du matériel en zone ATEX actualisé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Périodicité du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023. ...
Constats : Le dernier rapport de contrôle des installations électriques date de moins d'un an (rapport APAVE du 21/07/2023, intervention du 17/07/2023 au 20/07/2023). L'exploitant dispose également du compte-rendu de vérification périodique Q18 associé (contrôle du 17/07/2023 au 20/07/2023). Le Q18 conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion (vérification partielle) et relève un point de non-conformité : « présence de poussières susceptibles de générer un risque d'incendie au poste de chargement GLUTEN niveau 1 tableau coffret WAM ». L'exploitant indique que ce point de non-conformité a été traité le 31/07/2023. L'exploitant fait également contrôler ses installations par thermographie IR et dispose du certificat Q19 qui ne relève aucune anomalie sur les matériels contrôlés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023. ...
Constats : Le rapport de vérification des installations électriques APAVE du 21/07/2023 mentionne les limites d'intervention suivantes: «limites d'interventions générales: 1. Pour des raisons d'exploitation et à la demande de M. LAINE (Responsable du service

maintenance), il ne nous a pas été permis de tester dans les règles de l'art les dispositifs différentiels à courant résiduel (DDR) repérés 'NE' dans le paragraphe Annexe V RÉSULTATS DES MESURAGES ET ESSAIS du rapport. Nous sommes à votre disposition pour réaliser une mission complémentaire.

2. Dans les locaux et emplacements présentant des risques d'explosion, nous n'avons pu en l'absence d'autorisation, procéder au contrôle de l'appareillage contenu dans les enveloppes de sûreté, et de la valeur de la résistance de continuité des conducteurs de protection.

3. La continuité à la terre des appareils d'éclairage notés inaccessibles au chapitre 'Examen des circuits terminaux' (soit masses 'inac', soit 'inac h > 4m') n'a pu être vérifiée.

Faire réaliser les compléments nécessaires

4. L'examen d'adéquation des matériels en zone ATEX ne ressort pas de la vérification périodique.

5. La nature du sol sur l'ensemble du site étant bétonné, nous n'avons pu procéder au mesure de valeur de prise de terre noté NM.

6. Pour les appareils avec une continuité >2 Ohms ou les DDR ne fonctionnant pas, la mesure d'isolement noté NM n'a pas pu être réalisé, nous somme à votre disposition pour réaliser une mission complémentaire.

7. En l'absence de données techniques précises fournis par l'exploitant ou par le maître d'ouvrage (Intensités de court-circuit, longueur des canalisations, mode de pose, ...) nous ne pouvons nous prononcer sur le bon dimensionnement des canalisations ainsi que des dispositifs de protection.

8. La vérification périodique des installations électriques a été effectuée aux endroits visibles et accessibles sans démontage.

9. Les équipements installés en hauteur et hors de portée humaine n'ont pu faire l'objet de cette présente vérification sans mise à disposition de moyens d'accès sécurisés par l'entreprise.

10. Toute éventuelle inexactitude ou omission constatée dans le rapport (désignation, caractéristiques techniques, etc) doit être signalée à l'APAVE.

Limite(s) d'intervention particulière(s)

1 POSTE DE LIVRAISON (HT1)/LOCAUX HT2 - BT2 - 1.1 POSTE DE LIVRAISON (HT1) COFFRET BT POSTE 1: Armoire (coffret) non inspectée (ouverture de la porte d'accès asservi à la mise hors tension): Faire réaliser les compléments nécessaires

2 POSTE CHARGEMENT GLUTEN: Bien que prévu au contrat, le plan des locaux avec indication des locaux à risques particulier d'influences externes ne nous a pas été transmis ou est incomplet, ce qui n'a pas permis de mener complètement à bien notre mission: En l'absence d'éléments, nous avons proposé un classement des locaux en application du guide UTE C 15 103 à l'exception des locaux présentant un risque d'explosion. Nous communiquer le plan en cas de désaccord.

3 ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT :L'absence d'accompagnement qualifié ou l'autorisation de couper les installations ne nous ont pas permis de tester dans les règles de l'art les dispositifs différentiels à courant résiduel (DDR) repérés 'NE' dans le paragraphe RESULTATS DES MESURAGES ET ESSAIS du rapport. Nous sommes à votre disposition pour réaliser une mission complémentaire.»

Par conséquent, il ne peut être considéré que la vérification des installations électriques est complète.

Néanmoins, l'exploitant a transmis le 31/05/2024 son plan d'action afin de lever ces limites d'intervention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de vérifier la prise en compte des limites d'intervention, en particulier les points 2 et 4 liés au contrôle des matériels en zone ATEX, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection

des installations classées le prochain rapport de contrôle des installations électriques (2024) dans un délai de 2 mois (le précédent contrôle datant du 21/07/2023). Il est attendu que le rapport soit explicite sur la vérification des installations électriques dans les zones ATEX dans le chapitre "limite d'intervention".
L'exploitant transmettra à cette occasion son plan d'action mis à jour de suivi des limites d'intervention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Plan d'action suite au contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.
Constats : Le rapport de contrôle des installations électriques (21/07/2023) mentionne 26 observations dont 20 récurrentes (déjà mentionnées dans le rapport précédent). Un suivi de ces observations est réalisé par l'exploitant (date de réalisation et signature sur la liste récapitulative des observations du rapport). L'exploitant a traité la totalité des observations hormis l'observation n°5 (schéma non à jour des modifications effectuées depuis sa création armoire AFM31). Le Q18 conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion (vérification partielle) et relève un point de non-conformité : « présence de poussières susceptibles de générer un risque d'incendie au poste de chargement GLUTEN niveau 1 tableau coffret WAM ». L'exploitant indique que ce point de non-conformité a été traité le 31/07/2023. L'inspection a constaté sur le terrain le nettoyage effectif de cette armoire électrique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
Constats :

L'exploitant dispose du zonage ATEX et du rapport d'adéquation du matériel en zone ATEX (rapport APAVE ICPE SILO du 19/07/2023). Ce rapport présente un tableau récapitulatif des observations ainsi qu'un tableau d'évaluation de conformité. L'exploitant a transmis son plan d'action de suivi des non-conformités. Les actions sont priorisées (délai 1, 6 ou 12 mois). Le rapport fait état de préconisations générales auxquels l'exploitant a répondu par mail du 31/05/2024. L'exploitant indique également avoir passé commande de l'étude d'adéquation du matériel en zone ATEX pour la nouvelle tour de pesée auprès de l'APAVE (intervention prévue les 10 et 11 juin 2024). Enfin l'exploitant s'est également engagé à établir son DRPCE (prestation APAVE prévue en juin 2024). L'exploitant veillera à transmettre le zonage ATEX ainsi que le DRPCE au prestataire chargé du contrôle des installations électriques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra dans un délai de 12 mois, son rapport d'adéquation du matériel en zone ATEX actualisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 12 mois

N° 5 : Etat général visuel des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques

Prescription contrôlée :

A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »

...

Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.

...

Constats :

Le contrôle visuel par sondage de l'état général des installations électriques n'appelle pas remarques de la part de l'inspection.

Compte-tenu de l'activité émettrice de poussières, l'exploitant a mis en place une procédure de nettoyage. Un salarié est dédié à ces opérations de nettoyage. Des rondes régulières sont tracées et effectuées. L'inspection a constaté la bonne application et l'efficacité de la mise en place de cette procédure sur le terrain.

L'inspection a constaté l'absence de poussières dans l'armoire électrique du poste chargement gluten (non conformité relevée dans le certificat Q18). Il conviendra d'ajouter ce poste dans la procédure de nettoyage afin de pérenniser cette action.

Type de suites proposées : Sans suite

